

Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
CEDEX 02  
34064 Montpellier

Montpellier, le 08/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SCORI**

CD2E La Peyrade  
34110 Frontignan

Références : 2025-039  
Code AIOT : 0006601013

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/05/2025 dans l'établissement SCORI implanté CD2E La Peyrade 34110 Frontignan. L'inspection a été annoncée le 02/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite du site s'inscrit dans le cadre de l'action régionale coup de poing "incendie sur le site de déchets". Cette visite n'a pas été programmée, elle a été réalisée de manière inopinée.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCORI
- CD2E La Peyrade 34110 Frontignan

- Code AIOT : 0006601013
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société SCORI, filiale du Groupe SUEZ, exploite dans la zone d'activité de la Peyrade à Frontignan une plateforme dédiée au traitement des déchets. Le site traite environ 60 000 tonnes de déchets par an pour une capacité autorisée de 92 000 tonnes par an, selon 3 procédés :

- l'unité de fabrication des combustibles solides de substitution (CSS): mélange à la pelle mécanique, broyage de déchets solides (conditionnés ou en vrac), d'absorbants et d'emballages et matériaux souillés.
- l'unité de fabrication des combustibles liquides de substitution (CLS): mélange, homogénéisation, et filtration de déchets solides, pâteux et liquides de type résidus liquides d'hydrocarbures, boues pâteuses organiques et minérales, huiles usagées.
- l'unité de préparation solution aqueuse à faible valeur énergétique (G2000): mélange et filtration essentiellement d'eaux industrielles polluées et aussi d'eaux souillées en vue de leur élimination, ou valorisation en substitution de l'eau du réseau de distribution dans les cimenteries.

L'encadrement réglementaire de l'exploitation du site est assuré par les arrêtés préfectoraux des 12 avril 2005, 30 décembre 2011, 27 août 2014, 6 décembre 2019, 21 juin 2021, 21 octobre 2022 et 20 octobre 2023.

Le site est classé SEVESO seuil haut, en raison de la quantité stockée de substances dangereuses pour les organismes aquatiques. Il relève également de la directive sur les émissions industrielles (IED).

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 7
- Déchets
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Maitrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
4	Dispositifs de prévention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Bassin de rétention	Arrêté Préfectoral du 20/10/2023, article 5	/	Demande d'action corrective, Demande de	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
				justificatif à l'exploitant	
8	Dispositifs de prévention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
9	Dispositifs de prévention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 8.7.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
12	Accès, voies internes et aires de circulation	Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 3.2	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 8.8.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	accidentelles			
6	Gestion du bassin d'orage évaporation	Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 4.4.2	/	Sans objet
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	/	Sans objet
13	Règles de circulation	Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 3.3	/	Sans objet
14	Aire de réception - Stockage	Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 7.2.5	/	Sans objet
15	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 8.5.3	/	Sans objet
16	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence les 6 écarts de conformité suivants, pour lesquels des justificatifs et/ou des actions correctives doivent être apportés par l'exploitant :

- l'état de stock ;
- le confinement interne ;
- la localisation des risques ;
- les consignes d'exploitation ;
- les moyens d'intervention en cas d'accident ;
- le contrôle d'accès.

La visite a également permis de constater la conformité des 10 éléments suivants :

- le plan de défense contre l'incendie ;
- la maîtrise des sinistres ;
- le plan d'opération interne ;
- les dispositifs de rétention des pollutions accidentelles ;
- la gestion du bassin d'orage d'évaporation ;
- les moyens de lutte contre l'incendie ;
- les règles de circulation ;
- la réception des déchets ;
- la détection incendie ;
- la déclaration des résultats PFAS dans GIDAF.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan de défense contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 23/04/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 05/08/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;</li><li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li><li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</li><li>- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;</li><li>- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</li><li>- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;</li><li>- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;</li><li>- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;</li><li>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li><li>- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;</li><li>- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.</li></ul>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant n' a pas été en capacité de montrer le plan de défense incendie à l'inspection. De plus, celui-ci n'a pas été intégré dans le POI qui n'a pas été mis à jour depuis octobre 2023.</p> <p>Par courriel du 23 mai 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection l'actualisation du POI version 10 de mai 2025 avec l'intégration du plan de défense incendie (chapitre 7) et de la stratégie de prélèvement environnementale. Le POI n'appelle pas d'observations de l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Maitrise des sinistres

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maitrise des sinistres</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 23/04/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 05/08/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.</p> <p>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classés et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection avoir testé en heures ouvrées le POI. Toutefois, il n'a pas été en capacité de transmettre le compte-rendu du test de POI du 15 mai 2025 sur le thème feux en fosse avec propagation sur un camion. Toutefois, lors de la visite du 23 avril 2024, il avait été demandé à l'exploitant de réaliser un exercice POI hors heures ouvrée. Or, aucun exercice POI en dehors des heures ouvrées n'a été mené. La liste des personnes habilitées à conduire la chargeuse permettant de mettre en œuvre le sable destiné à étouffer un incendie n'a pas été intégrée dans le POI. L'exploitant indique dans le POI que la liste est disponible dans la matrice des aptitudes affichées dans les bureaux.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de programmer le prochain exercice POI hors heures ouvrées, sans avertissement préalable du gardien et des personnels d'astreinte. Des suites administratives pourront être prononcées si cette action n'est pas réalisée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

### N° 3 : Plan d'opération interne

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 8.8.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'opération interne</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 23/04/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 05/08/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un plan d'Opération Interne sera établi et mis en place en liaison avec les services d'incendie et de secours. Ce plan sera mis à jour et testé à des intervalles n'excédant pas trois ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection, par courriel du 19 mai 2025, la version 10 du POI de mai 2025 ainsi que la Stratégie de prélèvement environnementaux en cas d'accident n° 134629756-001 du 28/01/2025 de l'APAVE. Lors de la visite, l'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit remettre le réexamen de l'EDD attendu au plus tard pour le 19/08/2025 en prenant compte la mise à jour du POI.</p>



Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 4 : Dispositifs de prévention contre l'incendie**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10
--

Thème(s) : Risques accidentels, Etat de stock des déchets
---

**Prescription contrôlée :**

Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions suivantes. En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.

**Constats :**

L'état des matières stockées est mis à jour quotidiennement en fin de journée à partir des informations remontées par la supervision. Cet état est imprimé puis transmis au gardien. Sont indiqués dans l'état des matières stockés :

- les volumes et les pictogrammes sont indiqués pour chaque matière produite par atelier
- la localisation des zones de stockage et la typologie de déchets associés

Toutefois, la mise à jour de l'état des stocks est dépendante du système informatique et doit être disponible en cas d'accident / incidents et pertes d'utilités.

L'exploitant met à disposition au poste de commandement les fiches de données de sécurité du Combustible Liquide de Substitution (CSL) et du Combustible de Substitution Solide présents sur le site. Elles sont de plus disponibles en annexe 9 et 10 du POI.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre le mode opératoire du suivi des stocks disponible en cas d'incident / accident, perte d'utilité sous un délai de trois mois.

Type de suites proposées : Avec suites
--

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
---

Proposition de délais : 3 mois
--------------------------------

**N° 5 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis
--

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement interne
---

**Prescription contrôlée :**

Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments

<p>sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m3.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site dispose d'un système de confinement des eaux d'extinction incendie. L'inspection a pu constater que les eaux d'extinction d'incendie dans les bâtiments Bassin Schmidt, bâtiment des fosses à pâteux et hall de stockage des conditionnées peuvent être confinées à l'intérieur des bâtiments. Les autres eaux d'extinction d'incendie du site sont dirigées soit vers des rétentions dédiées telles que l'aire de dépotage soit vers les bassins de confinement BO1 et BO2.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Gestion du bassin d'orage évaporation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 4.4.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction d'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La gestion du bassin d'orage sera définie par une procédure établie par l'exploitant. Les modalités de cette gestion devront garantir la disponibilité, en toutes circonstances, d'une capacité de rétention des eaux d'incendie. À cet égard, le bassin sera équipé de mesures de niveau avec alerte reportée en salle de contrôle. La procédure précisera les modalités de transfert des eaux pluviales du bassin d'orage vers le bassin d'évaporation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le bassin d'orage ne reçoit que des eaux pluviales. Le bassin B02 est équipé de mesures de niveau avec alerte reportée en salle de contrôle (supervision). Le transfert des eaux du bassin de confinement B02 dans le bassin d'évaporation se fait par la mise en route de la pompe de relevage principalement par le technicien maintenance. En l'absence du technicien c'est soit l'ingénieur QHSE ou soit le responsable du site qui met en route la pompe de relevage.</p> <p>Les eaux d'extinctions d'incendie restent et sont maintenus dans les bâtiments ou dans les bassins de confinement B01 et B02. Les eaux des bassins de confinement sont transférées vers le bassin d'évaporation qu'après résultats d'analyses conformes (prélèvements en interne avec analyse). L'exploitant s'est équipé d'un spectromètre ICP pour les analyses d'halogènes et de métaux. Si les résultats d'analyses seraient non conformes, l'exploitant pourrait traiter les eaux in situ en Combustible Solide de Substitution ou en Combustible Liquide de Substitution.</p> <p>De plus, les eaux dans le bassin d'évaporation ne peuvent pas être rejetées vers le milieu naturel car le bassin ne dispose pas de sortie vers le milieu naturel.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Bassin de rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/10/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement interne
<b>Prescription contrôlée :</b>  Afin que les eaux d'extinction d'un incendie soient recueillies dans les bassins de récupération BO1 et BO2, la rétention du hall de stockage des conditionnés est mise en conformité. Son volume est porté à 130 m <sup>3</sup> .
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique à l'inspection que des rehausses de rétention du hall de stockage des conditionnées ont été réalisées permettant ainsi un volume de rétention de 130 m <sup>3</sup> . Lors de la visite, l'inspection a pu constater ces rehausses permettant la rétention. Toutefois, l'exploitant n'a pas pu justifié le volume.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection la justification des capacités de rétentions nécessaires du hall de stockage des conditionnés ainsi que toutes les autres capacités de rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 8 : Dispositifs de prévention contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. « Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. « La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent. »
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne possède pas de plan de localisation des zones à risques. Néanmoins, l'exploitant a

<p>bien identifié les différents accidents potentiels en fonction des lieux. Ceux-ci sont intégrés dans le POI.</p> <p>Le personnel et les transporteurs sont sensibilisés aux risques. L'inspection a pu consulter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le protocole de sécurité n° 13819 de chargement des Combustibles Solides de Substitution délivré au transporteur TRANSTOUSERVICES qui indique les horaires d'ouverture du site, les consignes générales, les EPI à porter, les zones d'accès restreint, des consignes de sécurité ainsi que les consignes en cas d'accident / incident corporel ou environnemental. De plus, les chauffeurs doivent avoir le protocole dans leur camion.</li> <li>- la fiche réflexe incendie présente dans le POI avec consignes encas d'incendie, les noms des équipiers de première intervention.</li> </ul> <p>Les consignes générales de sécurité sont aussi indiquées sur un écran dans le bâtiment d'accueil du site.</p> <p>A l'entrée de chaque bâtiment, des panneaux indiquant les EPI à porter sont affichés. De plus dans les zones à accès restreint, les consignes d'interdiction et les conditions d'accès sont affichées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection sous 1 mois le plan de localisation des risques.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 9 : Dispositifs de prévention contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation</li> <li>-les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et</li> </ul>

plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;

-l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;

-les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;

-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

-l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;

-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;

-les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;

-les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;

-les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;

-la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;

-l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;

-l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

#### **Constats :**

Le site dispose sur le réseau :

- de procédures disponibles.

- de procédures accident/incident / incendie.

Les agents sont sensibilisés aux consignes d'exploitation et de sécurité à leur prise de poste.

L'inspection a pu contrôler par échantillonnage quelques procédures telles que la procédure du vidage du poste cuves avec mode opératoire, la procédure utilisation du four à moufle STUART et la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours et de la DREAL. Ces procédures n'appellent pas d'observations de l'inspection.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé toutefois à l'exploitant de transmettre à l'inspection la liste exhaustive des consignes d'exploitation et de sécurité sous un mois.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>« L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>« Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.</p> <p>« En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Tous les moyens de lutte sont répertoriés dans le logiciel de maintenance et permet de déclencher les Vérifications Générales Périodiques.</p> <p>Le site dispose d'un registre de sécurité. Ce dernier a été présenté à l'inspection lors de la visite.</p> <p>Sur le registre, la date de vérification des extincteurs du site est identifiée au 29/04/2025. Après vérification par échantillonnage des extincteurs sur site, les extincteurs vérifiés disposent bien de la date du 04/2025 sur leur marquage.</p> <p>L'inspection a pu aussi consulté sur place :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les rapports de contrôle de la société EFI faisant suite à la visite du 15/04/2025 qui conclut à la conformité des contrôle système extinction</li> <li>- le rapport de vérification des extincteurs n° 03881125-001 du 29/04/2025 de la société DESAUTEL.</li> </ul> <p>Ces documents n'appellent pas d'observations de l'inspection.</p>

N° 11 : Moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 8.7.2

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident

Prescription contrôlée :

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- a) un réseau d'eau incendie maillé, bouclé et protégé contre le gel et alimenté par le réseau public d'alimentation en eau potable; ce réseau comprend au moins 4 prises d'eau munies de raccords normalisés de 100 mm et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé ;
- b) une réserve incendie d'un volume de 400 m<sup>3</sup> pour l'alimentation en secours du réseau incendie;
- c) des réserves en émulseur classe I de capacité totale minimum de 8000 litres dont 4500 à proximité du bassin Schmidt ;
- d) des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- e) des robinets d'incendie armés ;
- f) des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 tonnes et des pelles ;
- g) de matériaux absorbants.

L'ensemble du système de lutte contre l'incendie doit faire l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours. Ce plan définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a pu contrôler lors de la visite par échantillonnage des extincteurs sur site, les extincteurs vérifiés disposent bien de la date du 04/2025 sur leur marquage.

L'inspection a pu constater la présence du réservoir incendie de 420 m<sup>3</sup>, de 4 RIA, de 4 GRV de 1 000 litres d'émulseurs à plusieurs emplacements du site, d'extinction automatique sur les 3 fosses de réception des déchets, l'emplacement réservé au SDIS avec 2 poteaux incendie, la réserve de sable meuble à proximité du bassin SCHMIDT en quantité suffisante.

L'inspection a pu constater que les quatre GRV d'émulseurs PROFILM AR 3.3 de 1 000 litres sont susceptibles de contenir des substances de la famille des PFAS (per- et polyfluoroalkylées). Par ailleurs, ils n'étaient pas sous rétention.

Le règlement 2019/1021 du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants et le règlement REACH imposent des interdictions de certains PFAS dans les émulseurs. L'exploitant doit vérifier la composition auprès de son fournisseur et vérifier la conformité aux règlements précités et le justifier.

A noter que le stock de sable était soumis aux intempéries.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Il est demandé à l'exploitant de mettre les GRV d'émulseurs PROFILM AR 3.3 sous rétention et de fournir la liste des substances PFAS contenues dans ces émulseurs. Il précise sa conformité aux règlements 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants et REACH. Il place le stock de sable à l'abri des intempéries.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 12 : Accès, voies internes et aires de circulation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité au site et circulation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations sans préjudice toutefois pour le respect de la servitude de passage dont bénéficie la société LAFARGE. L'accès à toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Il fait l'objet d'une signalisation appropriée, en contenu et en implantation, indiquant le danger et les restrictions d'accès. Les véhicules circulant dans l'établissement où en Sortant ne doivent pas entraîner d'envols ou de dépôt de poussières ou de boues sur les voies de circulation publiques. Les accès, voies internes et aires de circulation sont dimensionnées, nettement délimités et réglementé en fonction de leur usage, revêtues(béton, bitume,etc.) et maintenus en constant état de propreté et dégagées de tout objet(fûts, emballages...) susceptible de gêner la circulation et,en particulier,celle des engins des services d'incendie et de Secours. L'accès au site des services d'incendie et de secours doit pouvoir s'effectuer selon 2 directions opposées afin de garantir cet accès en toute sécurité quelque soit la direction du vent. Les stockages sont effectués- de- manière à ce que toutes les voies et issues soient largement dégagées. Les matériels non utilisés sont regroupés hors des allées de circulation. Le stationnement éventuel des véhicules devant les issues ou sur les voies de circulation n'est autorisé que pendant le temps des opérations de chargement et déchargement. L'établissement dispose d'une capacité de stationnement suffisante pour les camions de façon à prévenir le stationnement de véhicules en attente sur les voies publiques ou dans des conditions non conformes au présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'inspection a pu pénétrer sur le site par le portail principal sans que leur entrée ne soit contrôlée par l'exploitant. En effet, ce portail était ouvert, sans surveillance, au moment de l'arrivée de l'inspection, permettant un accès libre au site. Néanmoins, pour quitter les lieux, l'inspection a dû être accompagnée par l'ingénieur HQSE, qui a procédé à l'ouverture du portail. L'accès au site se fait après s'être présenté à la sonnette extérieure sur le portail d'accès principal puis avoir rempli le registre des entrées/sorties à l'accueil</p> <p>L'inspection a par ailleurs constaté la présence, à l'entrée du site, d'un affichage comportant le plan de circulation. Toutefois, les horaires d'ouverture du site ne sont pas mentionnés sur cet affichage.</p> <p>Le site est clôturé et dispose de trois portails d'accès.</p> <p>Concernant l'accessibilité pour les services de secours, deux emplacements dédiés et clairement</p>



identifiés par un marquage au sol ont été observés à proximité des 2 poteaux incendie, en prévision de l'intervention du SDIS. Par ailleurs, les voies de circulation internes étaient dégagées et accessibles lors de la visite.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de justifier les mesures prises afin de garantir un accès réservé au site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 13 : Règles de circulation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 3.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle des accès

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit des consignes d'accès des véhicules à l'établissement, de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement, ainsi que de chargement et déchargement des véhicules. Ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (panneaux de signalisation, marquage au sol, ...). En particulier, des dispositions appropriées sont prises pour éviter que des véhicules ou engins quelconques puissent heurter ou endommager les installations, stockages ou leurs annexes. Les transferts de produits dangereux ou insalubres à l'intérieur de l'établissement avec des réservoirs mobiles s'effectueront suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières.

**Constats :**

Lors de la visite, l'inspection a constaté que le site dispose d'un plan de circulation. Celui-ci est affiché à l'entrée du site et identifie les voies de circulation des véhicules légers, des poids lourds et des piétons, les accès au site (accès piéton, accès personnel et accès poids lourds) avec des consignes à suivre selon si on est des visiteurs, un transporteur de colis ou un transporteur de déchets. Les différentes zones de parking sont bien indiquées.

Lors de la visite du site, l'inspection n'a pas constaté d'encombrement ou de dégradation de ces voies de circulation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 14 : Aire de réception - Stockage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 7.2.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Stockage des déchets

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets sont stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution {notamment:prévention des envols,des ruissellements,des infiltrations dans le sol,des odeurs). Le sol de l'aire de stockage est étanche,A (incombustible},résiste aux chocs et est conçu de façon à permettre ta récupération des égouttures, eaux de lavage,eaux d'extinction d'incendie et les matières ou déchets répandus accidentellement. Les zones contenant des déchets combustibles de natures différentes sont sectorisées de manière à prévenir les risques de propagation d'un incendie. Une allée d'une largeur minimale de 0,8 mètre est laissée libre en permanence entre les différentes zones de stockage,ainsi qu'entre les zones de stockage et de tri/regroupement et l'aire de réception. Un marquage au sol, visible-et indélébile permet de distinguer les zones de circulation des zones de stockage,de tri regroupement et l'aire de réception.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les déchets sont bien séparés et dirigés selon leur typologie soit vers l'unité de fabrication de Combustible Liquide de Substitution, soit vers l'unité de fabrication de Combustible Solide de Substitution, soit vers l'unité de préparation G2000 (solution aqueuse à faible valeur énergétique) ou enfin vers l'atelier des déchets conditionnés pour transit.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 15 : Détection incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 8.5.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sont équipés d'une détection d'incendie:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-le bâtiment de préparation du Combustible de Substitution Solide(bassin Smidth); y est asservi un réseau d'extinction automatique,</li> <li>-le bâtiment de stockage des déchets solides et pulvérulents.</li> </ul> <p>Toute élévation anormale de température ou début de combustion au sein des équipements de traitement des effluents atmosphériques du bassin Smidth, doit pouvoir être rapidement détectée (sonde de température, mesure de CO<sub>2</sub>) et entraîner automatiquement la mise en sécurité des installations(extinction,inertage,isolement,..).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les 2 bâtiments sont équipés de détecteurs incendie.</p> <p>L' inspection a consulté les rapports de contrôle de la société EFI faisant suite à la visite du 15/04/2025 qui conclut à la conformité des contrôles des système extinction.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 16 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF</p>

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 23/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 04/09/2024

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

**Constats :**

Suite aux constats de l'inspection du 23 avril 2024 et aux demandes associées formulées par le rapport du 31 mai 2025, l'exploitant a précisé par mail du 10 avril 2025, que les activités du site ne génèrent aucun rejet direct ou indirect d'effluents aqueux ou d'eaux pluviales vers milieu naturel. Les opérations de traitement des déchets du site ne produisent pas d'effluents aqueux. Les eaux pluviales sont collectées et envoyées vers le bassin d'évaporation du site après analyse. Un curage du bassin a lieu une fois par an. Ces boues sont réemployées dans le procédé de pré-traitement qui consiste à fabriquer un combustible solide de substitution (CSS) à partir de déchets. Ce combustible est ensuite orienté en cimenterie, en vue de sa valorisation énergétique.

L'inspection a constaté que les eaux du bassin d'évaporation ne sont pas rejetées vers le milieu naturel, ces eaux collectées étant évaporées. Le site n'est donc pas concernée par les campagnes d'analyses des PFAS dans les effluents aqueux, fixées par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. Les résultats des campagnes PFAS n'ont pas à être déclarés sous GIDAF.

**Type de suites proposées :** Sans suite